

RÉVÉLATIONS WIKILEAKS

Le questionnement des États-Unis sur l'Algérie

L'ancien chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis à Alger a répondu, en mars 2009, à un long questionnaire sur la situation en Algérie. Dans ce document révélé par le site WikiLeaks, Thomas Daughton évalue le niveau d'hostilité envers les intérêts américains au lendemain de la guerre de Ghaza.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir)

- Les Algériens manifestent-ils une hostilité envers les États-Unis d'Amérique ? Existe-t-il une situation de conflit interne ? Quel est le niveau de coopération avec les services de renseignement ? Les forces de sécurité peuvent-elles faire face à une menace terroriste majeure ?... Voici quelques questions auxquelles a répondu l'ancien chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis à Alger au courant du mois de mars 2009. Le document classé secret, révélé par WikiLeaks au mois de février et publié dans des médias libanais et norvégien, est en fait un questionnaire élaboré par l'administration américaine, quelques semaines après la guerre de Ghaza qui a opposé Israël au Hamas palestinien. Il semblerait que le document ait été adressé à l'ensemble des ambassades américaines dans les capitales arabes.

Frustrations

Le premier chapitre de ce questionnaire est consacré à la «violence politique» en Algérie. «Existe-t-il des groupes ethniques ou religieux capables de manifester (de l'hostilité) envers les États-Unis ?» Voici la réponse de Thomas Daughton : «L'Algérie est un État laïque, en théorie, dont 99% de la population est de confession musulmane. Il n'y a pas de communautés ethniques ou religieuses qui développent un

sentiment d'hostilité particulier envers les États-Unis. Les tensions au sein de la population sont apparentes en raison de la cherté de la vie, des opportunités d'emploi limitées, de la méfiance envers le gouvernement, l'accès aux soins de santé corrects, de l'insatisfaction envers le système éducatif et du coût élevé du logement. La frustration a provoqué de nombreuses protestations et des actes de désobéissance civile dans toutes les régions du pays.» Le chargé d'affaires précise, toutefois, que les manifestations organisées en décembre 2008 et janvier 2009 (durant le conflit de Ghaza) ont laissé paraître un certain sentiment anti-américain. Mais le diplomate assure que les manifestants, au nombre de 10 000, n'ont pas atteint «notre périmètre de sécurité». Une situation qu'il met, entre autres, sur l'interdiction de manifester imposée par les pouvoirs publics.

Attentats déjoués

Dans le second chapitre, le chargé d'affaires revient longuement sur la situation sécuritaire. Il fait une rétrospective des actions terroristes enregistrées durant l'année 2008 et les premiers mois de 2009. Il précise, notamment, que les services de sécurité algériens ont réussi à déjouer deux attentats qui ciblaient les aéroports d'Alger et de Hassi Messaoud, les plus importants du



Photo : DR

pays. Pour Hassi Messaoud, le plan mis au point par les terroristes prévoyait également le détournement d'un avion de ligne. Selon Thomas Daughton, l'opération a été déjouée grâce à des informations interceptées à partir d'une cellule terroriste activant en Europe. A ce titre, il reconnaît que l'Algérie est engagée activement dans la lutte contre le terrorisme. Daughton estime que le staff de l'ambassade des États-Unis entretient de «bonnes relations» avec les responsables des services de sécurité. «L'ambassade entretient de bonnes relations de coopération avec les services de renseignement algériens. Il y avait des relations de soutien, en particulier

dans le domaine de l'échange de renseignements visant à suivre et à mettre un terme au flux de combattants étrangers de l'Algérie vers l'Irak.» D'un autre côté, il considère que ces mêmes services se montrent peu «coopératifs» en matière de lutte contre les réseaux d'Al-Qaïda Maghreb en Algérie. Thomas Daughton base son argumentaire en se contentant de revenir sur les propos tenus par Nouredine Zerhouni, alors ministre de l'Intérieur, au lendemain de l'attentat qui avait ciblé le siège de l'ONU à Alger. «Toutefois, les services de renseignement algériens ne sont pas toujours coopératifs pour fournir des renseignements sur Al-Qaïda au Maghreb islamique et d'autres

cellules terroristes opérant sur le territoire algérien. L'attentat contre le bâtiment de l'ONU reste l'exemple le plus frappant.

Dans une déclaration, le ministère de l'Intérieur avait affirmé que le gouvernement détenait des informations des services de renseignement algériens selon lesquelles l'Organisation des Nations unies était ciblée. Mais ces informations n'ont pas été partagées avec l'Organisation des Nations unies ou d'autres missions diplomatiques. Après les attentats, un certain nombre de missions diplomatiques ont demandé d'accroître leur coopération avec les services de renseignement.»

T. H.

LES EXPORTATEURS DES MÉTAUX FERREUX ET NON FERREUX INTERPELLENT LES POUVOIRS PUBLICS

Une plate forme pour la relance de la filière

Les exportateurs des déchets ferreux et non-ferreux reviennent à la charge. La suspension de leur activité a créé une situation de blocage pénalisant exportateurs et récupérateurs. Le président du comité national les représentant appelle à la reprise de l'activité dans un cadre balisé par une plateforme.

Nawal Imès - Alger (Le Soir)

- Dans l'incertitude depuis 2009, date de la suspension de l'exportation des déchets non ferreux, la filière est quasiment à l'arrêt. Sa mort programmée a causé la perte de beaucoup d'emplois au moment où la filière commençait justement à s'organiser.

Pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur le marasme que vivent récupérateurs et exportateurs, le président du comité national des exportateurs a adressé, en date du 9 février dernier, une correspondance au ministère du Commerce dans laquelle il s'engage au nom de l'ensemble des exportateurs à établir des règles qui permettront d'assainir la profession.

M. Sergoua affirme en effet qu'avec l'établissement d'un barème des prix des métaux

dans la Bourse, il sera difficile aux exportateurs de faire des sous-facturations ou de tricher sur le poids de la marchandise exportée. Il propose même une formation des douaniers afin que les tentatives de fraude soient démasquées. Dans ledit courrier, le président du comité des exportateurs décrit l'inquiétude des exportateurs, une inquiétude «d'autant plus accentuée car cette décision est survenue après obtention du cahier des charges». En effet, l'établissement de ces cahiers des charges devait permettre de relancer la filière. M. Sergoua écrit que «les exportateurs ont procédé à des travaux très importants de réaménagement des parcs loués ou achetés au niveau national. Ils ont procédé à des investissements consistant en machines,



Photo : DR

en matériels de traitement et presses spéciales pour ferrailles», sans compter les approvisionnements bloqués qui représentent «des immobilisations financières colossales et entièrement prises en charge par les seuls exportateurs».

A ceux qui avaient motivé la suspension de l'activité par la nécessité d'approvisionner le

marché, M. Sergoua répond qu'«en ce qui concerne les besoins nationaux, nous affirmons nos engagements à satisfaire toutes les demandes publiques ou privées pour peu que les utilisateurs confirment leurs commandes avec contrats établis en commun accord avec leurs propres consommations avec interdiction de réexporter,

d'autant que les besoins nationaux ne concernent que trois produits et des quantités très faibles par rapport aux disponibilités».

De plus, le président du comité estime qu'il serait irréaliste d'investir dans des fours en Algérie en raison de la disproportion de la faible quantité des matériaux à transformer. Il propose la mise en place d'un fichier national des exportateurs, ce qui, selon lui, mettra un terme à toutes malversations.

En réponse à ces doléances, les services du ministère du Commerce ont adressé au comité des exportateurs un courrier précisant que «le ministère du Commerce n'est pas habilité à accorder des dérogations pour l'exportation de ces produits après la promulgation de la loi de finances complémentaire et que les préoccupations de la filière ont été portées à la connaissance du Premier ministre». Ballottés, les exportateurs ont saisi le président de la République et attendent toujours une réponse.

N. I.